

Membres présents :

Monsieur Arnaud AMELINE, représentant des professeurs des universités
Monsieur Nicolas BIBARD, représentant des personnels BIATSS
Madame Florence BLANC, représentante des étudiants
Madame Julie CAMPION, représentante des IA-IPR
Monsieur Dany DESCHAMPS, directeur de l'EAFC
Madame Sabine EVRARD, représentante de l'UPJV
Madame Béatrice FINET, représentante des maîtres de conférences
Madame Françoise GILLET, représentante de l'UPJV
Madame Laure IBERNON, représentante des professeurs des universités
Monsieur Nicolas LEBRUN, représentant des personnels relevant du ministre chargé de l'Education Nationale
Madame Karin LEFEVRE, doyenne des inspecteurs de l'Education Nationale second degré
Monsieur Gilles NEUVIALE, inspecteur d'Académie, directeur académique des services de l'Education Nationale de la Somme
Madame Céline OURSEL, personnalité extérieure
Monsieur Thierry PHILIPPOT, personnalité extérieure
Madame Tiphanie PLAZANET, représentante des personnels BIATSS
Monsieur Bruno REVELLE, proviseur du lycée Jean Calvin à Noyon
Monsieur Cyril TESSERON, représentant de l'UPJV
Madame Jacqueline TIMMERMAN, représentante du personnel relevant du ministre chargé de l'Education Nationale

Avaient donné pouvoir :

Monsieur Aimeric AUDEGOND à Madame Béatrice FINET
Monsieur Pierrick TARIN à Madame Françoise GILLET
Madame Florence HAZELART-RYCKEBUSCH à Monsieur Nicolas LEBRUN

Assistaient également à la séance :

Madame Nathalie CATELLANI, directrice de l'INSPE
Monsieur Matthieu DEPRET, directeur administratif de l'INSPE par intérim
Madame Virginie LE MEN, représentante de M. le Président de l'UPJV
Madame Marine DENIS, secrétaire de direction

Ordre du jour :

1. Election du nouveau Président du Conseil d'Institut
2. Approbation du compte rendu du Conseil d'Institut du 30 janvier 2024
3. Projet APIP Evasion
4. M3C 3ème mention
5. Aide à la mobilité étudiante (tableau modifié)
6. Mention 4, parcours I2SPBS en alternance
7. Dossier d'auto-positionnement HCERES
8. Questions diverses

1. Election du nouveau Président du Conseil d'Institut

Monsieur Gilles NEUVIALE, DASEN de la Somme est l'unique candidat au poste de Président du Conseil d'Institut. Il présente sa profession de foi :

- son parcours professionnel, en grande partie orienté par la formation : enseignant, formateur, ingénieur de formation ;
- sa vision des enjeux de la formation des enseignants : de niveau universitaire, qualifiante et professionnalisante qui articule, en y donnant du sens, un haut niveau d'expertise avec une mise en application pratique des savoirs aux niveaux des programmes attendus dans les classes du primaire et du secondaire et une formation dynamique allant de la formation initiale à la formation continue ;
- ses priorités en matière de formation des enseignants : une formation qui rassure les enseignants, qui leur donne des clés et outils pour qu'ils soient bien positionnés dans le système éducatif et dans leur posture de fonctionnaire d'état, dans la durée, face à un métier qui se complexifie ;
- sa méthode de travail : entretenir des liens entre le monde de l'université et le monde de l'éducation nationale, en complémentarité et continuité entre formation initiale et continue pour nourrir la réussite des élèves de l'académie.

Voix : 21

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 21

Monsieur Gilles NEUVIALE est élu à l'unanimité des membres présents ou représentés.

2. Approbation du compte rendu du Conseil d'Institut du 30 janvier 2024

Le compte rendu du Conseil d'Institut du 30 janvier 2024 est soumis à l'approbation du Conseil.

Madame Sabine EVRARD ne prend pas part au vote.

Voix : 20

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 20

Le compte rendu du Conseil d'Institut du 30 janvier est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

3. Projet APIP Evasion

Madame Laure IBERNON présente le projet APIP EVASION, porté par Geoffrey BLONDELLE, MCF de psychologie cognitive des apprentissages.

L'objectif est de mobiliser la réalité virtuelle dans l'acquisition des compétences professionnelles des apprenants dans le cadre du Master MEEF I2SPBS.

La situation d'apprentissage et d'évaluation s'articule autour de deux blocs d'activités :

- L'élaboration par les apprenants, dans un logiciel ad hoc, d'environnements 3D interactifs et immersifs de situations comportant un besoin d'inclusion,
- L'expérimentation de ces situations pour l'acquisition, la sélection et la mise en pratique des gestes professionnels adaptés aux professionnels ou adolescents avec troubles neuro-développementaux.

La situation d'apprentissage et d'évaluation, transversale aux UE1, 2 et 3, servira à l'évaluation de l'UE1.

Neuf casques de réalité virtuelle ont déjà été acquis sur le budget recherche. Il y a besoin d'un ordinateur à forte capacité dont l'utilisation sera mutualisée avec la salle du SIP. La CFVU déterminera le budget accordé au projet.

Le budget demandé est de 6679, 42 euros. Il se décompose ainsi :

- Fonctionnement : 974, 40 euros
- Investissement : 2277, 02 euros
- Masse salariale : 3428, 80 euros

Madame Sabine EVRARD demande quel est le rôle des « spécialistes » nommés dans le projet.

Madame Laure IBERNON répond que :

- Nicolas RIBEIRO, IGR de l'action 6 du PIA3 100%IDT s'occupera de la programmation des casques.
- Geoffrey BLONDELLE et Laure IBERNON créeront les scénarii et géreront la mise en place et la réalisation des évaluations.
- Benoît DUCANGE, enseignant en numérique, fera le lien entre travail en réalité virtuelle et compétences numériques à acquérir.

Voix : 21
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 21

Le projet APIP Evasion est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

4. M3C 3ème mention

Madame Nathalie CATELLANI présente des modifications dans les M3C des parcours CPE et CPE digitalisé, car deux informations contradictoires ont été repérées sur deux intitulés et modes de calcul dans l'UE3.

Madame Sabine EVRARD explique que les M3C doivent être présentes dans deux documents : le document général et le tableau excel récapitulatif. Elle n'est pas favorable à ce changement qui conduit à un remaquetage sur Apogée.

Monsieur Matthieu DEPRET précise que les intitulés n'ont pas été modifiés depuis le changement des maquettes, ils n'ont tout simplement pas été mis à jour dans la présentation des M3C l'an dernier.

Madame Sabine EVRARD est de ce fait d'accord. Elle demande qu'un mail soit envoyé à la CFVU afin d'expliquer qu'il s'agit d'un correctif.

Voix : 21
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 21

Les corrections apportées aux M3C de la 3ème mention (parcours CPE et CPE digitalisé) sont approuvées à l'unanimité des membres présents ou représentés.

5. Aide à la mobilité étudiante (tableau modifié)

Madame Nathalie CATELLANI rappelle que 42 étudiants devaient effectuer une mobilité cette année, dont 22 ne percevaient pas la bourse Erasmus+ et ont donc bénéficié d'une aide de l'INSPE, votée au dernier CI. Il s'avère que certains étudiants se voient dans l'incapacité de profiter des aides financières destinées à la mobilité étudiante, que ce soit pour des raisons médicales ou suite à l'abandon de leur formation. Au final, l'aide de l'INSPE concerne 19 étudiants pour un montant de 4825 euros.

Monsieur Arnaud AMELINE demande s'il existe des listes d'attente pour les stages qui ne seraient pas réalisés.

Madame Nathalie CATELLANI répond que c'est le cas, mais l'annulation de ces stages étant tardive, les bourses non attribuées ne peuvent plus profiter à d'autres étudiants.

Voix : 21
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 21

Les modifications apportées à l'aide à la mobilité étudiante sont approuvées à l'unanimité des membres présents ou représentés.

6. Mention 4, parcours I2SPBS en alternance

Madame Laure IBERNON explique que l'an passé, a été mise en place l'approche par compétence pour le parcours I2SPBS. Elle propose pour l'année prochaine, de l'ouvrir en alternance en M2 pour les M1 montants. Les étudiants auront le choix entre le parcours classique ou en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation. Une formation en alternance doit s'appuyer sur une formation contenant au moins 400h : il a donc fallu augmenter la maquette du M2 actuel d'heures consacrées à la conception de projet.

Un démarchage a été entrepris auprès des entreprises et collectivités, dont le rectorat, pour obtenir des lettres de soutien.

Sur MonMaster 93 candidatures ont été reçues à ce jour pour l'entrée en M1, la formation en alternance étant « rentable » à partir du 6^{ème} étudiant inscrit en alternance. Le dossier a été suivi et validé par FORMASUP. La présentation se fera à la prochaine CFVU du 18 avril 2024.

Monsieur Dany DESCHAMPS demande si un co-financement est prévu avec le PIA3.

Madame Laure IBERNON répond qu'il n'y a pas de ligne budgétaire dans le PIA3 pour le financement de formations.

Madame Sabine EVRARD précise que comme la formation existait déjà, seul le surcoût est pris en charge.

Voix : 21
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 21

Le parcours I2SPBS en alternance, de la mention 4 est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

7. Dossier d'auto-positionnement HCERES

Madame Nathalie CATELLANI rappelle que la dernière accréditation des formations de l'INSPE a eu lieu en 2020. Une accréditation suit un processus long : d'abord, par un auto-positionnement concernant les formations en cours ; puis la constitution du dossier d'accréditation à proprement parler, avec une validation des directions générales pour les INSPE. Le HCERES (haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) a demandé un auto-positionnement pour les parcours ESDD2i, FITAP et I2SPBS (qui ne préparent pas à un concours de recrutement de l'Education nationale). Il concerne les items suivants :

- Les objectifs et la finalité de la formation (avec métiers visés)
- L'inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement (dont les PIA) ; existence d'un label national ou international
- La structuration de la formation : schéma des parcours diplômants
- L'articulation avec les formations voisines du même cycle ou des cycles antérieurs/postérieurs
- Les perspectives de restructuration du diplôme.

Ce travail a mobilisé les équipes administratives et pédagogiques depuis plusieurs mois pour compléter des données quantitatives et qualitatives.

Le Conseil d'Institut doit émettre un avis avant le passage en CFVU. L'envoi au HCERES par l'université doit se faire avant le 14 juin 2024.

Madame Françoise GILLET demande les répercussions d'un vote contre du Conseil d'Institut (dans l'optique de se préparer à cette éventualité lors du conseil de gestion de l'UFR de sciences).

Madame Sabine EVRARD explique que l'avis du CI est consultatif et que c'est la CFVU qui vote. Il est également possible que le dossier soit soumis au CA.

Monsieur Thierry PHILIPPOT souligne la qualité du travail effectué, la clarté des synthèses et apprécie l'articulation entre les bilans des conseils de perfectionnement et les évolutions prévues au sein des parcours.

Voix : 21

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 21

Le dossier d'auto-positionnement HCERES est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

8. Questions diverses

Une proposition de motion relative au projet de réforme de la formation des enseignants de la part de certains élus enseignants et enseignants-chercheurs du Conseil d'Institut a été reçue. Elle est portée par madame Jacqueline TIMMERMAN et par messieurs Arnaud AMELINE, Aimeric AUDEGOND, Nicolas LEBRUN et Pierrick TARIN.

Madame Jacqueline TIMMERMAN la lit.

Monsieur Gilles NEUVIALE s'engage à la faire remonter au recteur. Il n'a pas davantage d'informations concernant la réforme à venir. Il entend les inquiétudes, notamment calendaires. Il propose d'inviter

monsieur le Recteur à participer à la prochaine séance du CI afin d'apporter des précisions quant à la réforme.

Madame Julie CAMPION et Monsieur Bruno REVELLE ne prennent pas part au vote.

Voix : 19

Abstention : 2

Contre : 0

Pour : 17

La proposition de motion relative au projet de réforme des enseignants est approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

Monsieur Dany DESCHAMPS alerte sur le fait que dès la rentrée prochaine, avec la réforme du collège, les professeurs de français et de mathématiques devront être présents en établissement le même jour. Il demande donc si l'INSPE peut en prendre compte pour établir les emplois du temps.

Madame Nathalie CATELLANI lui demande de contacter Mme Pascale JUNIET, responsable du second degré, pour en voir la faisabilité.

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée.



Gilles NEUVIALE